COMMUNIQUE

Au Tribunal de Grande Instance du Wouri à Douala, Cameroun,
Dans l'affaire, Etat du Cameroun (Représenté par le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux), et la Société CAMEROON AIRLINES (CAMAIR) en Liquidation (Représentée par le Cabinet BEKOLO AND PARTNERS), contre La société BOEING COMPANY, La société PRATT & WHITNEY,
Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, en chambre civile, les juges de première instance, en formation collégiale, à l'unanimité des membres, ont prononcé le jugement n°262/CIV du 11 mars 2024, ainsi qu'il suit :

- Donne acte au Ministère Public de ses réquisitions ;
- Rejette comme non fondée l'exception d'incompétence matérielle excipée par les défenderesses ;
- Constate que suivant jugement avant dire droit n°532/COM/ADD rendu le 21 novembre 2016, le Tribunal de Grande Instance de Douala a rejeté les fins de non-recevoir ;
- Déclare en conséquence, irrecevables, les nouvelles fins de non-recevoir tirées de la prescription, du défaut de qualité pour agir et de la chose jugée ;
- Rejette également comme non fondée les exceptions de communication de pièces excipées par les défenderesses ;
- Reçoit l'Etat du Cameroun représenté par le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et la société CAMEROON AIRLINES en Liquidation, en leurs demandes principales et additionnelles ;
- Les y dit partiellement fondées ;
- Constate qu'il ressort du rapport d'enquête d'accident du Boeing 737-200 immatriculé TJ CBD survenu le 30 août 1984 à Douala au point d'arrêt de la piste 12/30 que l'accident s'est produit suivant les séquences ci-après :
« - Rupture du disque du septième étage du moteur droit à la mise en puissance au point de pénétration de la piste 12/30 de l'Aéroport de Douala ;
- Perforation du réservoir de l'aile droite, par les débris libérés par le disque du septième étage, ce qui a entraîné l'écoulement du carburant sur les parties chaudes du réacteur et sur le parking ;
- Les étincelles produites par le disque du septième étage au contact avec le parking ont embrasé le carburant répandu sur les parties chaudes du moteur et du taxiway d'où le feu qui a détruit l'appareil » ;
- Constate que la société BOEING COMPANY avait la charge du design et de la conception générale du Boeing 737-200, immatriculé TJ CBD et la société PRATT & WHITNEY, sous-traitante de la société BOEING COMPANY, était concepteur et fabricant du réacteur dans lequel se trouvait le disque qui a éclaté et a perforé le réservoir de carburant dudit aéronef ;

- Constate que les sociétés BOEING COMPANY et PRATT & WITHNEY n'ont pas respecté les normes impératives de la sécurité prévues par l'Annexe 8 de la Convention de CHICAGO du 7 décembre 1944 relative à la Navigabilité des aéronefs et le « Code of Federal Regulations » du 06 avril 1970 des Etats-Unis d'Amérique, toute chose qui a mis en péril la sécurité de l'aéronef, en ce que la panne n'a pas été contenue ;
- Constate que cette négligence des sociétés BOEING COMPANY et PRATT & WHITNEY a causé des préjudices à la société CAMEROON AIRLINES en Liquidation ;
- Met en œuvre la responsabilité civile délictuelle desdites sociétés pour faute de négligence ;
- Condamne par conséquent les sociétés BOEING COMPANY et PRATT & WHITNEY à payer solidairement à la société CAMEROON AIRLINES en Liquidation, la somme totale de FCFA 158 480 000 000 (soit environ USD 264 130 000), ventilée ainsi qu'il suit :
 - Préjudice de perte de l'aéronef (coût de remplacement à date) : FCFA 27 780 000 000 (soit environ USD 46 300 000) ;
 - Perte d'exploitation : FCFA 127 500 000 000 (soit environ USD 212 500 000) ;
 - Préjudice extrapatrimonial (réputation) : FCFA 3 000 000 000 (soit environ USD 5 000 000) ;
 - Frais de procédure : FCFA 200 000 000 (soit environ USD 330 000) ;
- Rejette comme non fondée la prétention relative à la condamnation pour préjudice distinct de l'Etat du Cameroun ;
- Déboute les demandeurs du surplus et des autres chefs de demandes comme non fondées ;
- Ordonne l'exécution provisoire du jugement à hauteur de FCFA 27 780 000 000 (vingt-sept milliards sept cent quatre-vingt millions) représentant le coût de remplacement à date de l'aéronef ;
- Dit n'y voir lieu à astreinte ;
- Ordonne la publication du jugement aux sièges sociaux des sociétés défenderesses et son insertion dans un journal d'annonces légales au Cameroun ;
- Condamne les sociétés défenderesses aux dépens solidaires.

(NB : Les montants présentés en USD sont convertis par Bekolo & Partners)

Douala, le 18 juillet 2024

Emile C. BEKOLO, Expert-Comptable, Associé Gérant

Bekolo & Partners, Liquidateur de la CAMAIR

B.P. 5 669, Douala, Cameroun, e-mail : contact@bekolo-partners.com